

Un Brésil entre crises et révoltes

Dan Furukawa Marques

Numéro 781, novembre–décembre 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79707ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Furukawa Marques, D. (2015). Un Brésil entre crises et révoltes. *Relations*, (781), 7–8.



importe d'envoyer un message clair aux bureaux nationaux d'AI et de continuer à dénoncer l'industrie du sexe, tout en luttant pour la sécurité et l'égalité des personnes prostituées ainsi que pour la paix de l'ensemble des femmes, comme le préconise le modèle suédois.

Dans le cadre de sa Déclaration gouvernementale contre la violence faite aux femmes, appelée *Kvinnofrid* (qui peut aussi se traduire par «La paix des femmes»), la Suède a choisi d'être le premier pays au monde à criminaliser à la fois l'achat (et non l'offre) de sexe tarifé, le proxénétisme et la gestion des lieux de prostitution. Depuis l'adoption de cette loi, en 1999, on constate une diminution des cas de traite et une décroissance de l'industrie du sexe dans ce pays¹. De plus, la crainte que la criminalisation engendre de la prostitution clandestine dans des lieux clos ou qu'elle empire les conditions des femmes prostituées ne s'est pas avérée. Mais surtout, criminaliser l'achat de «services sexuels» a un effet normatif sur la société. On envoie un message clair que la prostitution constitue une forme de violence fondée sur l'appropriation et l'exploitation, bref, que le corps et la sexualité des femmes ne sont ni à vendre, ni à prendre.

Le parlement canadien a adopté, en octobre 2014, un projet de loi s'inspirant du modèle suédois, visant à dépenaliser les personnes prostituées et à criminaliser les clients prostitueurs, mais les effets concrets de cette approche restent à voir. Il est permis de douter des visées de cette approche en matière de sécurité des personnes prostituées et d'avancées pour la justice sociale, sachant que le gouvernement canadien coupe depuis plusieurs années dans le filet social, ce qui s'avère le meilleur moyen d'acculer les femmes à céder – et non à consentir – à la prostitution. En principe, ce modèle s'accompagne de mesures sociales mises en place pour encourager la sortie de la prostitution. Or, même en Suède, des groupes féministes dénon-

cent le manque de fonds attribués par l'État aux groupes communautaires pour répondre aux besoins des personnes prostituées.

Pour plusieurs féministes, l'un des écueils importants d'une approche abolitionniste de la prostitution est qu'elle se révèle difficile à concilier avec une critique de l'État, de la police et du système carcéral. Privilégier une approche de type «loi et ordre», assortie de peines de prison pour les clients de la prostitution, pose effectivement une série de problèmes qu'Amnistie pense régler avec la dépénalisation. S'en remettre à un système judiciaire au service des dominants peut effectivement paraître aberrant à plusieurs égards; et que dire de la violence policière à l'encontre des personnes prostituées? Ou du profilage racial qui cible les profiteurs racisés de l'industrie du sexe en épargnant ou en protégeant ses

bénéficiaires Blancs? En même temps, comment s'assurer que l'ensemble des prostitueurs – clients ou proxénètes – cessent de considérer le corps et la sexualité des femmes comme une marchandise? À cet égard, des groupes comme le collectif féministe Les Sorcières² et quelques organisations anarchistes réfléchissent au-delà des divisions idéologiques sur la prostitution dans l'objectif de proposer une approche féministe abolitionniste critique de l'État. Avec ce défi comme horizon, les progressistes doivent refuser le sauf-conduit offert par le Conseil international d'AI aux prostitueurs de ce monde. ●

1. Pour en savoir plus, voir S. Ricci, L. Kurtzman et M.-A. Roy, «La traite des femmes pour l'exploitation sexuelle: entre déni et invisibilité», *Les Cahiers de l'IREF*, n° 4, 2012.
2. Voir <lessorcières.org>.

Un Brésil entre crises et révoltes

Plusieurs crises sous-tendent le mouvement de protestation sociale actuel dans le pays.

DAN FURUKAWA MARQUES

En juin 2013, le Brésil a fait face à des révoltes populaires parmi les plus importantes de son histoire. Celles-ci se poursuivent jusqu'à aujourd'hui, bien qu'en moins grand nombre, rassemblant des millions de personnes qui descendent dans les rues pour exprimer leur mécontentement social. La présidente Dilma Roussef est sur la sellette en raison du scandale de corruption entourant la multinationale brésilienne du pétrole Petrobras. Si des élus de plusieurs partis sont impliqués, les médias concentrent leur charge sur les membres du

parti au pouvoir, le Parti des travailleurs (PT). Mais en réalité, toute cette effervescence sociopolitique tire son origine et sa justification de raisons structurelles plus profondes. Si bien des nuances sont nécessaires, certains constats sont évidents: ce sont quatre crises inter-reliées qui débouchent actuellement sur une dépolitisation de la société brésilienne, d'une part, et sur une radicalisation des enjeux et des valeurs, de l'autre.

La première crise est économique. Depuis un an, l'économie brésilienne, présentement en récession, est plus que morose: baisse prévue de 3% du PIB en 2015, ce qui serait sa pire per-

L'auteur, chargé de cours à l'Université Bishop's, termine un doctorat en science politique à l'Université d'Ottawa sur le Mouvement des sans-terre au Brésil

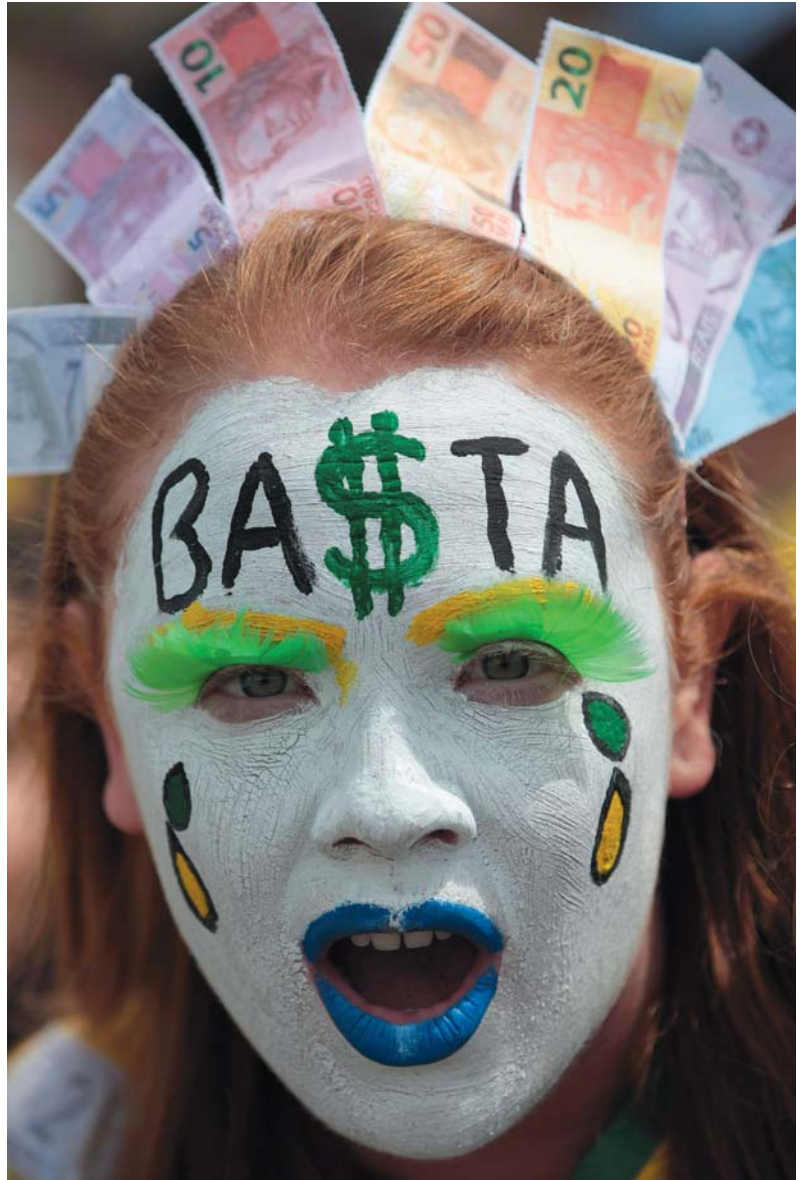


formance depuis les années 1930; inflation à 9,52%; taux de chômage à 6,7%, le plus élevé depuis 2010; baisse prononcée des investissements dans le secteur public; décote du Brésil par Standard & Poor's; chute du prix du pétrole et ralentissement de la machine chinoise, principale importatrice des produits brésiliens.

La deuxième crise, découlant de la première, est sociale. Les gouvernements successifs de Lula da Silva et de Dilma Rousseff, à travers leurs politiques d'assistance sociale aux plus démunis, comme le Bolsa Familia, ont sorti 35 millions de personnes de la pauvreté depuis 2002. C'est sans doute le plus grand succès des 12 ans de règne du PT. Cette accession à la classe moyenne s'accompagne d'un désir grandissant et légitime d'accès à des droits –éducation, santé, transports publics, sécurité, etc.– qui mobilise ces personnes. À cela s'ajoute, dans le contexte économique esquissé plus haut, l'insatisfaction de la classe moyenne déjà existante et plutôt de droite, ainsi que celle de l'élite voyant ses privilèges menacés. Il en résulte des révoltes quasi spontanées de ces catégories de personnes qui se sont pour ainsi dire «réveillées», en plus des mobilisations des mouvements sociaux et des syndicats –qui, eux, ne se sont jamais «endormis» et qui tentent de faire avancer plusieurs revendications progressistes et populaires.

La troisième crise est politique. Beaucoup de protestataires estiment que les manifestations devraient être au-dessus des querelles partisans. Ils se disent «unis» pour un «Brésil meilleur» et «sans corruption», arborant fièrement le drapeau national comme symbole d'une «nouvelle politique». Ces expressions rassembleuses, se voulant neutres, sont en réalité vides de contenu et reflètent une dangereuse dépolitisation des enjeux.

Enfin, la quatrième crise est institutionnelle. Au Brésil, 95 % (!) du finance-



ment des campagnes électorales vient des entreprises privées, le pays n'ayant pas de plafond de contribution. Plusieurs «fronts» ou lobbies très puissants s'activent donc auprès des élus, bloquant à peu près toute initiative qui leur déplaît. Mentionnons celui de l'agrobusiness, principal secteur d'exportation représentant presque un quart du PIB brésilien, et celui des évangélistes ultraconservateurs, très influents dans le plus grand pays catholique du monde.

Combiné à la propagande antigouvernementale orchestrée par l'empire médiatique Globo, le résultat de ces quatre crises est une polarisation de la société brésilienne concernant les valeurs sociales, une montée de l'ultra-droite religieuse, raciste et xénophobe, mais aussi une dépolitisation des enjeux de société au nom d'une supposée

«unité nationale» en révolte contre tout parti politique. Ainsi, le 16 août dernier, des centaines de milliers de personnes opposées au gouvernement sont descendues dans les rues pour réclamer la destitution de la présidente, comme si un changement de gouvernement pouvait régler tous les problèmes. Quatre jours plus tard, mouvements sociaux et syndicats ont, eux aussi, manifesté sous la bannière du «Front populaire» pour recentrer l'attention sur les vrais enjeux: le besoin d'une réforme politique des institutions; d'un réinvestissement dans les programmes sociaux et les services publics; d'une réforme agraire en défense de l'environnement et de la petite paysannerie contre l'agrobusiness; et d'une réforme urbaine pour lutter contre le manque de logement et l'appauvrissement des villes. ●

«Assez!» dit le visage peint d'une manifestante à Brasilia, au Brésil, le 15 mars 2015. Photo: CP/Erardo Peres